

PRÉSIDENTIELLES 2014

Benflis maintient sa candidature

Pour le staff de campagne de Ali Benflis, l'annonce, hier, de la candidature de Abdelaziz Bouteflika par Abdelmalek Sellal est un signe évident de l'implication du gouvernement et de l'administration en faveur du quatrième mandat. Pour l'équipe de Benflis, l'heure est à la mobilisation.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - L'annonce de la candidature de Abdelaziz Bouteflika par Abdelmalek Sellal n'a en rien entamé la détermination du staff de Ali Benflis. Hier après-midi, l'ambiance au siège national de campagne de ce candidat était identique aux jours précédents. Au département de la mobilisation, Abbès Mekhalif et Abdelkader Zidouk sont en réunion avec un groupe de sympathisants. «C'est une situation très étrange. Je ne savais pas que le Premier ministre irait jusqu'à se faire le porte-

parole du Président sortant pour annoncer sa candidature. D'ailleurs, pourquoi ne le ferait-il pas pour d'autres candidats ?» lâche Abbès Mekhalif avec une pointe d'ironie. Selon lui, l'entrée en lice de Abdelaziz Bouteflika ne changera en rien la stratégie des responsables de la campagne de Ali Benflis.

«La déclaration de Sellal est un signe clair de l'implication de l'administration. Mais qu'ils sachent que nous défendrons nos voix jusqu'à la dernière.» Au premier étage, le directeur de la communication multi-



Photo : Samir Sid.

Ali Benflis.

plie les interviews. Lotfi Boumeghar donne à la presse la position officielle du candidat Ali Benflis suite à l'annonce de Abdelmalek Sellal. «La qualité et l'identité des autres candi-

ats ne changent en rien la détermination de Ali Benflis à se présenter à l'élection présidentielle du 17 avril. Il est déterminé à défendre son projet de Renouveau national. Mais nous

constatons que la déclaration de candidature de Abdelaziz Bouteflika a été annoncée publiquement et officiellement par le Premier ministre, président de la Commission nationale de préparation de l'élection présidentielle. Abdelmalek Sellal est pourtant tenu de faire preuve de neutralité et d'impartialité.»

Pour Mansour Kedidir, directeur de l'organisation et de la logistique, l'implication directe de Abdelmalek Sellal n'a rien d'étonnant. «Je ne suis pas étonné de la déclaration du Premier ministre, étant donné que le pouvoir, depuis 15 ans, n'a fait que violer la Constitution, les lois de la République sous un simulacre de respect de formalisme. Je crois que nous sommes en face d'une forfaiture collective.»

T. H.

APRÈS L'ANNONCE OFFICIELLE DE LA CANDIDATURE DE BOUTEFLIKA

Le mystère Hamrouche

Comme prévu, Abdelaziz Bouteflika est candidat à sa propre succession. Depuis hier samedi, cela est même estampillé du sceau de l'officiel. Un passage en force qui, certainement, aura d'ores et déjà des répliques politiques certaines : à une dizaine de jours seulement de l'expiration officielle des délais de rigueur pour le dépôt des candidatures, peut-on encore s'attendre à une quelconque autre candidature sérieuse ? A commencer bien sûr par celle de Mouloud Hamrouche.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Mis à part la candidature de Ali Benflis, Bouteflika n'aura, en l'état actuel des choses, aucun adversaire sérieux, en face. Bien sûr, la présidente du PT, Louisa Hanoune, est candida-

te. Mais tous les initiés savaient, depuis longtemps, qu'elle le serait, comme elle l'avait été en 2009 et même en 2004.

Sa proximité d'avec Bouteflika fait en effet que la patronne du PT est là, plus en alliée qu'en véritable adversaire ! Sauf changement de dernière minute, un autre «allié» du même genre, ne tardera pas à se manifester pour combler le vide laissé cette fois-ci par le courant islamiste : Aboudjerra Soltani. Il faut un «islamiste» assez costaud mais trop extrémiste comme Djaballah pour donner, en effet, du crédit à l'élection. Reste maintenant le mystère Mouloud Hamrouche.

Incontestablement, l'ancien chef de gouvernement sous Chadli est parmi les hommes du système, le plus méfiant et qui n'a jamais fait confiance au pouvoir, depuis son éviction du gouvernement en juin 1991.

En 1999, il faisait partie des «six» qui se sont retirés avec fracas des élections du 15 avril, à la veille même du scrutin, mettant le pouvoir dans un embarras sans précédent, et Bouteflika seul en lice. Un camouflet que Bouteflika n'a jamais vraiment «digéré».

En 2004, Hamrouche récidive. Il commentera par être candidat, avant de se retirer avec cette cinglante autre pique en direction du pouvoir : «Le jeu est fermé», dénoncera-t-il publiquement. Une phrase qui ne le quittait plus, depuis, notamment à l'occasion des présidentielles de 2009, puis à l'approche de celles de 2014.

A ses proches en tout cas, l'homme répétait inlassablement qu'il n'y avait aucune chance de se mesurer au candidat du système. Mais contre toute attente, Hamrouche surprendra par une sortie publique où, via

une déclaration certes laconique, il exprimait une intention très claire de se mettre dans la posture du candidat du...système ! Le lendemain même de cette déclaration, il dira plus clairement encore, dans un entretien accordé à notre confrère *El Khabar*, qu'il se présentera aux présidentielles du 17 avril «si l'armée ne présente pas de candidat». Avait-il des doutes quant aux intentions réelles de Bouteflika ? Avait-il été approché par le ou l'un des segments du pouvoir ? Difficile de percer les réelles motivations d'un homme que l'on peut soupçonner de tout sauf d'accepter le rôle d'un «lièvre de luxe».

A coup sûr, Hamrouche renoncera à présenter une candidature qu'il sait, désormais, hasardeuse.

K. A.

RÉACTIONS À LA CANDIDATURE DE BOUTEFLIKA

ATMANE MAZOUZ, CHARGÉ DE LA COMMUNICATION AU RCD : «Cette candidature aggravera davantage l'état de convalescence politique du pays

«A travers cette annonce du Premier ministre, qui s'érige en porte-parole du clan et de la tribu, les Algériens ont maintenant cette certitude que le pays est réellement géré par procuration. Pour le RCD, dont la décision de boycott a été souverainement prise, cette élection ne sera que renouvellement de bail par la fraude. L'impotence de Bouteflika n'aura pas empêché de soumettre la nation aux appétits de la tribu et du clan. Encore une fois, nous assisterons à une non-compétition électorale pour perpétuer la pérennité d'un système pourri.

La société est prise en otage et le pouvoir a peur qu'elle s'affranchisse de sa tutelle. Cette candidature aggravera davantage l'état de convalescence politique dans lequel est rentré le pays depuis l'incapacité du chef de l'Etat qui s'est accélérée avec son admission dans un hôpital étranger en 2005.

Avoir comme seule perspective pour le peuple que de le condamner à la volonté de prolonger la durée de vie d'un système déliquescant et condamné par l'Histoire, annonce un sombre destin pour la nation. Par cette annonce, le pays continuera sa déchéance sur fond de confusion et l'incertitude après trois mandats de corruption, d'abus et de décadence qui l'ont irrémédiablement et profondément ébranlé et déstructuré».

DJELLOUL DJOUDI, RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION AU PT : «Nous sommes pour un scrutin libre et transparent»

« Au PT, nous avons toujours été pour la liberté de candidature. Nous considérons cela comme un principe sur lequel il n'est pas question de tergiverser. Pour nous, l'essentiel est ailleurs, soit que toutes les conditions soient réunies pour des élections libres et transparentes et que le choix du peuple algérien soit respecté, soit que le Premier ministre, qui est en même temps le président de la Commission nationale chargée de l'organisation de cette élection présidentielle, nous pensons que cela n'est

qu'un détail car nous pensons au Parti des travailleurs que ce scrutin constitue un virage important surtout avec tout ce qui entoure le pays comme tension et instabilité, d'où l'impératif de le réussir».

GÉNÉRAL MOHAND-TAHAR YALA, CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIELLE : «Je ne serai point étonné s'il se désiste en cours de route»

«Je ne suis pas étonné par le fait que Abdelaziz Bouteflika se représente le 17 avril pour briguer un nouveau mandat tant j'ai eu la confirmation depuis quelques jours au vu du dispositif électoral mis en branle qui ne laisse aucun doute quant à cette candidature. Mais je vous le dis, je ne serai point étonné s'il se désiste en cours de route au profit d'un candidat qu'il a lui-même choisi et il mettra à sa disposition toute la machine électorale.

J'ai peur pour mon pays qui fera face à une crise économique plus grave que celle connue par la Grèce qui a l'avantage d'avoir toute l'Europe à son chevet alors que nous, nous n'avons personne à nos côtés. Le vrai problème tourne autour de l'avenir de ce pays. Comment va faire l'Algérie dans quelques mois, le jour où elle ne pourra plus payer ses importations ? En tout cas, je continuerai le combat jusqu'au bout et il n'est pas question pour moi de renoncer à ma candidature».

SOFIANE DJILALI, PRÉSIDENT DE JIL JADID ET CANDIDAT : «Nous sommes dans un processus de renversement de la République»

«Le Premier ministre, président de la Commission nationale d'organisation de l'élection présidentielle du 17 avril prochain s'institue en porte-parole d'un candidat fantôme démentant, ainsi, la neutralité de l'administration gouvernementale qui s'est mise au service d'un homme qui aurait dû subir l'application de l'article 88 de la Constitution pour invalidité.

Nous ne sommes plus dans un processus électoral mais dans celui d'un renversement de la République. Le 28 février prochain, nous tiendrons une session extraordinaire du Conseil national du parti à l'occasion duquel nous présenterons à la pres-

se les plus de 60 000 signatures nécessaires à la validation de ma candidature et nous annoncerons mon retrait de la course comme nous l'avons toujours dit si, bien entendu, la candidature du Président est officielle.»

MOUSSA TOUATI, PRÉSIDENT DU FRONT NATIONAL ALGÉRIEN (FNA) «Ce n'est qu'une manœuvre»

«L'annonce de la candidature de Bouteflika n'est qu'une manœuvre pour que les deux clans, à savoir celui de Chakib Khelil et celui de Abdelmoumen Khalifa, puissent pouvoir prolonger les élections présidentielles d'encore six mois afin de trouver une alternative. Je ne pense pas que la date du 17 avril prochain pour la tenue des présidentielles sera maintenue. Les présidentielles seront reportées, le temps que ces deux clans trouvent un compromis. L'enjeu est entre ces deux parties qui tentent de temporiser, le temps de trouver un terrain d'entente. Bouteflika ne pourra jamais faire une campagne électorale et nous n'avons jamais vu une campagne se faire par procuration.

La loi ne lui interdit pas de se présenter mais il doit le faire publiquement. Il doit annoncer dans une conférence de presse sa candidature pour prendre à témoin les gens des médias de son état de santé et démontrer qu'il est capable de gérer le pays. Le jour où il se prononcera personnellement, je dirais qu'il est en mesure de se présenter. Ceci dit, cette annonce va dissuader beaucoup de candidats qui pensent, d'ores et déjà, à se retirer de la course électorale. Toutefois, le FNA ne se retirera pas et je déposerai mon dossier lundi».

ZINEDDINE TEBBAL, CHARGÉ DE LA COMMUNICATION AU MSP : «Une candidature qui ne nous concerne pas»

«Cette candidature par procuration par le Premier ministre est-elle le début d'un pouvoir par procuration ? C'est une candidature qui ne nous concerne pas, car le mouvement a décidé le boycott de cette élection indépendamment de la candidature ou pas de Bouteflika. Elle renforce la position du mouvement qui ne fera que la crédibiliser davantage. Ces élections seront sans crédibilité aucune».

Propos recueillis M. K. - S. A. - R. N.